Rénovations : à la Plaine aussi, les habitants sont à bout...

MANIFESTATION

Plus d'un millier de personnes ont pris part à un défilé masqué entre l'hôtel de ville et la Plaine. Emmurage de la place, drame de Noailles, c'est toute la politique municipale qui est contestée.

Les opposants au projet de rénovation de la Plaine devraient aussi se manifester, le 10 décembre lors du conseil municipal. PHOTO MIGUÉ MARIOTTI

Vingt millions pour détruire la Plaine, pas une thune pour sauver Noailles. À qui profite le crime ? » La banderole, noire sur lettres blanches, est déployée sous les fenêtres de l'hôtel de ville, transformé en camp retranché. En cette fin d'après-midi de samedi, un important dispositif de sécurité a été installé devant la mairie centrale. Dix jours après la marche de la colère suite au drame de la rue d'Aubagne, un défilé masqué s'organisait jusqu'à la Plaine. Plus d'un millier de personnes y ont participé. Un nouveau coup de projecteur sur la rénovation à marche forcée de la place Jean-Jaurès, symbolisée par son désormais fameux mur de 2,5m de haut à 390 000 euros, érigé pour permettre la reprise des travaux.

La Plaine, un mur qui se dresse. Noailles, une semaine après, des murs qui s'effondrent. Derrière, un dénominateur commun : l'aménageur de la Ville, la Soléam, chargée de la rénovation des deux quartiers. *« Noailles, la Plaine, même combat »*, n'ont d'ailleurs pas manqué de scander les participants. *« On trouve 20 millions pour refaire une place et rien pour rénover l'habitat insalubre »*, pointe Aurore, avant le départ de la manif. Si la jeune femme ne se fait plus trop d'illusions sur l'arrêt du chantier, elle souhaite *« informer les gens sur la politique municipale »*.

« La destruction physique du cœur populaire »

Même tonalité chez Antoine. Tout en distribuant un journal de 4 pages baptisé *Massdrovia*, il interroge sur la politique urbaine *« de la Ville menée dans le mépris total des habitants »*. *« À Marseille, on continue à faire des grands projets comme dans les années 1990 sans associer la population »*, déplore-t-il. Puis, tournant son regard vers la mairie centrale : *« Ce sont des gens du passé, rétifs à toute modernité, incapables d'admettre leur médiocrité. »*

Le cortège se dirige vers la Canebière. Un long arrêt s'organise au 49, siège de la Soléam. Tandis qu'un hélicoptère de la gendarmerie tournoie dans le ciel, des fumigènes sont allumés. Un mur est monté. *« Après la stratégie de reconquête du centre-ville par grands travaux interposés, qui vise à faire partir commerçants et habitants, c'est la destruction physique du cœur populaire de Marseille qui est rendue visible aux yeux de tous »*, accuse, au micro, un porte parole de l'Assemblée de la Plaine, tout en exigeant *« un projet réaliste, conçu avec et au bénéfice des habitants et usagers du quartier »*.

La manif reprend en direction de la Plaine. À son arrivée, il ne reste que la moitié des participants. Des affrontements ont lieu avec les CRS. Deux personnes sont interpellées « pour jets de projectiles et entrave à l'action de la police », selon la préfecture de police. *« Des habitants sont à bout, où cela s'arrêtera-t-il ? »*, se désole un membre des Riverains de la Plaine, qui redoute que le conflit tourne à la catastrophe. L'apaisement ne semble cependant pas à l'ordre du jour.

Florent de Corbier

Ça bouge enfin un peu pour les commerçants

De nombreuses enseignes ont été ou sont encore impactées par l'évacuation des bâtiments. Plusieurs commerçants ont fait état d'un sentiment d'abandon par la Ville. Près de trois semaines après le drame, un numéro vert vient enfin d'être mis en place par la municipalité, la Chambre de commerce et d'industrie, des services de l'État, des collectivités et tous les partenaires compétents : il faut composer le **04.91.39.34.39,** de 08h30 à 18h afin d'être informés, orientés et aidés pour les démarches administratives. **F.C.**

La France insoumise et la République en Marche attaquent Jean-Claude Gaudin et font leurs propositions

POLITIQUE

D'autres oppositions sortent du bois et affûtent leurs solutions pour lutter contre l'habitat indigne.

Après le PCF et le PS, d'autres oppositions politiques - absentes de l'hémicycle municipal - délivrent leurs points de vue et solutions suite au drame de la rue d'Aubagne. Le bilan de l'ère Gaudin est largement critiqué.

C'est Sophie Camard, députée suppléante de Jean-Luc Mélenchon, qui se fait la porte-voix des Insoumis (LFI). *« Nous déclarons l'état de catastrophe politique »*, introduit l'ex-conseillère régionale (EELV), parlant *« de crise humanitaire »*. Pointant la *« désorganisation de la Ville »*, LFI souligne que *« le budget du CCAS de Marseille est équivalent à celui de la Ville... d'Angers : moins de 300 000 euros ! »*. Pour Sophie Camard, les

Sophie Camard et Alexandra Louis. PHOTOS LM ET DR

Marseillais *« veulent ainsi dénoncer tout un système de corruption, de mafia et de mépris des pauvres »*.

Côté propositions, LFI réclame un *« plan d'urgence pour coordonner l'action publique sur le logement, la dissolution de la Soleam, la réquisition des immeubles réhabilités de la rue de la République »* et la *« reconnaissance par la loi d'un état similaire aux catastrophes naturelles pour obliger les assurances à financer les sinistrés »*.

Trois des quatre députés marseillais LREM (Alexandra Louis, Cathy Racon-Bouzon et Saïd Ahamada) sont sortis du bois. Là où, pour le moment, le gouvernement épargne la Ville en attendant la venue mercredi du ministre du Logement, les députés locaux ne s'en privent pas. *« La mairie a été le maillon faible, au-delà d'un désintérêt, il y a eu une forme de déni sur la situation »*, estime Alexandra Louis, qui propose *« un guichet unique pour favoriser les signalements, des sanctions et poursuites contre les marchands de sommeil, des moyens pour rénover les copropriétés dégradées »*. Rien, en revanche, sur la construction de logements sociaux, malmenée par Macron.

F.C.